

Le régime nous interdit de savoir combien nous sommes contre la privatisation d'ADP



Ce gouvernement est certainement un des plus hostiles à sa population que la France ait connus. Il a été établi par l'oligarchie pour que celle-ci s'enrichisse encore et encore.

Pour ce faire, au fil des mois le macronisme révèle son visage, celui d'un nouveau totalitarisme. Un totalitarisme pernicieux plus efficace que les totalitarismes brutaux du nazisme et du communisme.

Dans le monde du « en même temps » totalisant, l'histoire est niée, nos racines arrachées pour glorifier un homme nouveau. Les libertés sont malmenées – en particulier la liberté d'expression. La langue est soumise à une destruction systématique – féminisation des mots, écriture inclusive. La vérité est ensevelie sous de fausses nouvelles secrétées par les organes du régime et des médias qui emplissent les cervelles « des gens » (mot employé par l'hôte de l'Élysée pour qualifier les Français) d'une logique primaire : critiquer Macron c'est être d'extrême-droite, fasciste, haineux, séditieux et donc condamnable par des juges fiers de leur servitude.

Dans ce cadre, le sursaut démocratique d'un référendum sur la

privatisation du groupe *Aéroports de Paris* (ADP) dont j'ai déjà parlé (<https://ripostelaique.com/combattiez-macron-signez-pour-un-referendum-sur-la-privatisation-dadp.html?fbclid=IwAR3-51M0-6LA2S0jaHqKqQMNnfanMKId7KRCmpMwWWZiGqiGGRArbpXm7p0>) a mis le gouvernement dans une rage froide.



Il a certes fallu une alliance improbable des partis politiques allant de *LR* à *La France insoumise* – le *Rassemblement National* ayant évidemment été écarté par ces joyeux opposants mais pas trop au régime – pour que soient créées les conditions de la demande d'un référendum d'initiative partagé sur le sujet.

Le gouvernement a traîné jusqu'à l'avant-dernier jour pour instaurer l'ouverture de la pétition pour ce référendum. Ce fut finalement fait par le ministère de l'Intérieur le 13 juin.

Quatre millions sept cent mille signatures en neuf mois sont nécessaires pour que la consultation ait lieu.

Si chacun peut aller voir qui a signé la pétition – il se dit que le régime espionne ceux qui travaillent pour lui et cherche leur signature sur la liste – Macron et ses féaux ne tolèrent pas que les citoyens puissent connaître le nombre de signataires au jour le jour.

Aucun compteur officiel donc.

D'où la fondation de sites comme ADPRip

<https://www.adprip.fr>

ou l'instauration d'un compteur participatif misant sur la mobilisation de bénévoles

<https://dav.li/rip-le-compteur/>

ou chez *Libé* d'un comptage par extrapolation à partir de la progression de cinq groupes, ceux des noms commençant par DE, MA, LE, BE, B0, représentant un peu moins de 20 % du total des noms de signataires.

Puis la découverte par un internaute d'une faille informatique a offert durant quelques heures un accès simplifié au décompte des signatures. Mais dès que cette faille a été révélée – l'internaute l'a rendue publique – le régime l'a colmatée. Il n'est pas prévu que les citoyens sachent combien ils sont à désirer un référendum qui serait avant tout une consultation anti-Macron, un NON à sa politique économique. Et au-delà.



Critique de la Raison Européenne
@CRE_SciencesPo

⚠ Le gouvernement vient de bloquer les initiatives de compteurs sur ADP.

Quelle plus belle preuve de son imposture démocratique pouvait-il offrir aux yeux de tous ? Preuve supplémentaire que ce référendum les terrifie.

On signe !
referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1

Référendum d'initiative partagée

Les collabos du régime comme Larcher, président *LR* du Sénat, s'opposent à cette procédure. Larcher dit la percevoir comme un détournement de démocratie représentative. Il n'a pas tort. La démocratie représentative qu'il chérit n'est pas la démocratie, mais un ersatz qui permet à l'oligarchie de nous dominer.

L'argument de Larcher a été repris par Édouard Philippe dans le rôle du perroquet : « *Ça me semble très dangereux d'opposer les souverainetés. (...) Donc il faut s'assurer que le Rip reste*

un outil de démocratie directe et ne devienne pas un instrument de contestation du Parlement. »

Riboudingue et Filochard à la manœuvre.

Le 25 juin, le dernier décompte faisait état de 378 477 soutiens.

Il y a encore du boulot.

Faites pétitionner autour de vous.

Le régime ne doit pas arracher aux Français *Aéroports de Paris* comme sous le duo Chirac-Villepin, ils se firent voler les autoroutes.

Marcus Graven